



ASSOCIATION
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COMMUNAUTÉS
DE FRANCE

» Téléchargez ce numéro

édito



**Pascal
FORTOUL**

Président
de l'ADGCF



« On verra »

Dans un pays placé sous cloche, où les évidences et idées reçues semblent avoir volé en éclat, des philosophes, des sociologues, des économistes, des psychanalystes sollicités par les médias ou s'exprimant via les réseaux sociaux, décrivent et décryptent jour après jour les impacts du coronavirus sur la société française. « Résilience », « relocalisation », « démondialisation », « sens », « care », sans oublier « Etat-providence »... Les mots-clefs sont souvent les mêmes et les idées également convergent vers une certitude commune : cette pandémie, qui a mis à l'arrêt notre économie, qui a réduit au silence nos villes et coupé les ailes de nos avions, va sonner le glas du dogme néolibéral. Pas de doute, cette fois, c'est la bonne. La vie finira par reprendre ses droits, mais pas comme avant. Le chef de l'Etat, réputé libéral, l'a bien certifié à l'occasion de son allocution du 16 mars dernier imposant le confinement : « *lorsque nous sortirons vainqueurs –de la guerre contre l'épidémie–, le jour d'après ne sera pas un retour aux jours d'avant. (...) Nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes les conséquences (...). Hissons-nous individuellement et collectivement à la hauteur du moment* ».

On peut d'ailleurs l'entendre ou le lire ici et là, quotidiennement : la catastrophe sanitaire va bouleverser la hiérarchie des valeurs sociales, changer notre rapport à la consommation et surtout, aux autres... Soit. Mais n'allons trop vite en besogne tout de même et n'oublions pas les leçons de l'histoire. La grande récession de 2008 devait elle aussi révolutionner le logiciel qui détermine notre vision du monde ; face à l'ultra libéralisme elle devait engendrer une rupture sociétale ambitieuse et irréversible. Bilan ? Les intérêts économiques et financiers ont rapidement fini par reprendre le dessus, témoignant de l'implacable adaptabilité et élasticité du système capitaliste qui a su historiquement s'imposer comme le seul viable.

Dit autrement, **on verra**.

On verra si nous parvenons à prendre collectivement la mesure des dérives de notre temps, à s'émanciper de la tyrannie de la performance et du culte de l'immédiateté.

On verra si nous sortons de cette crise en étant plus humble et moins arrogant.

On verra si nous réussissons à changer de feuille de route et pas seulement à changer les mots.

On verra si nous sommes capables de rompre avec l'idéologie dominante, d'écrire un nouveau récit local, national, européen,

voire mondial et ainsi de produire un imaginaire qui nous permette de penser autrement.

On verra, si nos élites entendent les appels au changement qui se démultiplient en ce moment et leur donnent demain une réelle traduction politique ; si ce n'est pas le cas, pas de doute, nous repartirons comme avant, avec les mêmes conditions qui ont conduit au désastre sanitaire et bientôt climatique.

Et puis, finalement, **on verra** si l'ensemble des Français sont prêts à changer radicalement leur mode de vie, à être certes plus précautionneux dans leurs interactions sociales, mais aussi, à plus long terme, à s'autolimiter dans leur consommation et leurs mobilités, et à être plus économes dans leur utilisation de l'espace et des ressources naturelles. Bref, **on verra** si nous sommes réellement disposés à tirer un trait sur une partie de nos conditions matérielles d'existence, à sortir du registre du « développement » pour entrer concrètement dans celui de la « sobriété ». **On verra**, au-delà des discours incantatoires, le poids des intérêts divergents et le degré d'acceptabilité de la collectivité face aux changements qui sont énoncés comme absolument nécessaires.

Pourtant, je prends ici le risque d'être optimiste et d'espérer en l'émergence d'un monde meilleur. Pourquoi ? Sans doute parce que les concepts, référentiels et modèles existent : inspirons-nous en pour mobiliser nos compatriotes et dessiner les contours d'une nouvelle épopée nationale, acceptable socialement, écologiquement et économiquement. Mais aussi parce que, plus empiriquement, le travail de recensement des bonnes pratiques mises en œuvre par les directeurs généraux des communautés et de métropoles face à la crise que nous menons depuis le début du confinement avec l'AdCF est, à mes yeux, un gage d'espérance. Je le constate tous les jours : nos territoires regorgent d'initiatives, expérimentent de nouvelles organisations du travail fondées sur la confiance, témoignent de prises de conscience, expriment des idées qui tracent les voies d'un autre futur possible pour nos administrations locales, plus que jamais sous-tendues par le principe d'intérêt général.

C'est pourquoi je veux une nouvelle fois, mes cher(e)s collègues, saluer votre mobilisation de tous les jours ainsi que celle de vos agents, votre abnégation, votre sens du service public en ces temps troublés.

Bon courage, prenez soin de vous et de nous tous,

Pascal Fortoul
Président de l'ADGCF

VIE DE L'ASSOCIATION

Réseau des DG en région : l'ADGCF lance des fils WhatsApp dans chacune de ses délégations

Confrontés quotidiennement dans cette période de crise à la nécessité d'assurer le fonctionnement des services publics dont leur intercommunalité ont la charge, de manager des agents en distanciel et en présentiel, de répondre aux inquiétudes des entreprises implantées sur les territoires, les directeurs généraux des communautés et métropoles adhérents de l'ADGCF ont exprimé le besoin d'échanger entre pairs, de partager leurs bonnes pratiques, les informations récoltées mais aussi leurs interrogations.

Si la plateforme collaborative de l'ADGCF est à ce titre largement mobilisée, l'association a décidé de lancer des fils WhatsApp dans chacune de ses délégations afin de donner davantage de réactivité à cette dynamique de coopération. Vous recevrez ainsi prochainement un email vous invitant à vous

inscrire sur ces fils et à dialoguer entre vous, à l'échelle de votre région.

Info : david.lebras@adgcf.fr

Des DG face à la crise sanitaire : épisode 2

Si dans notre édition du 20 mars dernier nous vous parlions de l'urgence de maintenir les services publics de première nécessité et la sécurité des agents dans les intercommunalités, après 15 jours d'état d'urgence sanitaire, on assiste véritablement à une nouvelle façon de manager le territoire. Gestion des stocks de masques, création de plateformes de bénévoles, soutien à l'économie locale, questions RH... chaque jour, ce sont des questions inédites qui se posent et nos dirigeants territoriaux qui font face à de nombreux nouveaux défis à relever.

Florence Ravel, DGS de la communauté de communes du Pays Mornandais et Marc Bourhis, DGS de la communauté de communes Cœur Côte Fleurie font le pari des masques en tissu lavables homologués en rappelant que « nous avons tous des petites entreprises locales de tissage ou de prêt-à-porter sur nos territoires, parlons-nous ! ». Les initiatives innovantes sont là : organisation de collectes du matériel médical, création de plateformes pour les commerçants, les agriculteurs et les bénévoles, développement de cartes interactives répertoriant les outils développés par les communes... la collecte et le traitement des données semble être la stratégie incontournable adoptée par nos territoires pour affronter cette crise.

Ces derniers jours et à travers le pays tout entier, les projets visant à repérer, dialoguer et valoriser les acteurs du territoire se sont multipliés en positionnant véritablement l'intercommunalité dans ce qui constitue son ADN : la mutualisation.

Une des priorités des managers reste bien évidemment l'économie locale en organisant l'accompagnement des petites et moyennes entreprises. Concernant les mesures mises en place, nous retrouvons souvent le report et même l'annulation des loyers, l'exonération des concessions, le soutien des Fonds régionaux de soutien et la mise en place d'espaces de conseils et de suivi des dossiers d'indemnisations.

À noter que ces derniers jours, la question de l'ouverture des déchetteries a souvent créé la polémique entre les administrations et les entreprises. Les collecteurs étant tous à l'arrêt, il s'avérait compliqué d'organiser la collecte malgré les demandes. La plupart du temps, la collectivité choisit d'organiser un accueil dédié aux professionnels sur une plage horaire ou en organisant un accueil sur rendez-vous.

Dans ce nouvel environnement peuplé d'inconnues, les DGS s'inquiétaient aussi concernant l'administration des marchés en cours avec des chantiers à l'arrêt qui, au lendemain du choc, a été un des premiers exercices de gestion de crise. L'enjeu était clairement de savoir comment éviter les surcoûts liés aux immobilisations imposées. Pour ce faire, nous rappelons que l'**ordonnance du 26 mars** dernier permet d'adopter des dispositions provisoires allant jusqu'à 2 mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

En outre, ce sont bien les prochaines négociations concernant les DSP d'équipements et de services fermés (transports, piscines, salles de spectacle...) qui suscitent maintenant fréquemment l'inquiétude des managers territoriaux.

Adhésions 2020 en ligne : rejoignez-nous dès aujourd'hui !

Votre adhésion est un acte essentiel pour maintenir le dynamisme du réseau ADGCF : c'est bien votre mobilisation qui permet à l'association d'être reconnue comme un gisement d'expériences au service des cadres dirigeants des communautés et métropoles et un centre d'expertise par les cabinets ministériels et les administrations centrales. Nous comptons sur vous !



[Pour adhérer, cliquez ici](#)

ESPACE PARTENAIRES

L'ADGCF invite tous ses partenaires à lui transmettre les informations qu'ils souhaitent communiquer en cette période de crise aux DG des communautés et métropoles.

Contacts : katia.paulin@adgcf.fr / david.lebras@adgcf.fr

COVID 19 : la Banque des territoires – Caisse des dépôts aux côtés des territoires

Face à la crise sanitaire actuelle, assurer nos missions d'intérêt général reste pour nous une priorité. Nos équipes sont mobilisées pour maintenir notre action et assurer les services indispensables. Afin d'anticiper les difficultés économiques engendrées par la crise sanitaire actuelle, la Banque des Territoires déploie un plan d'urgence à destination de ses clients. Des mesures prises pour l'ensemble de nos clientèles dont les collectivités et les entreprises publiques locales.

[Lire la suite...](#)

 [Téléchargez le communiqué de presse de la Banque des territoires](#) (pdf, 207 Ko)

Sofaxis : les mesures mises en place pour maintenir l'activité dans le contexte de pandémie

Dans le contexte actuel de pandémie Covid-19, Sofaxis, partenaire privilégié des acteurs territoriaux en France, s'est organisé afin de garantir la continuité de ses activités à destination de ses clients et partenaires.

 [Retrouvez le dispositif mis en place...](#) (pdf, 152 Ko)

Salvia propose aux intercommunalités une offre gratuite de 100 signatures jusqu'à la fin avril

Dans cette période de confinement, le principal défi des collectivités est d'assurer la continuité de service et le maintien de leurs activités.

Dans un esprit de solidarité, SRCI, filiale du Groupe Salvia Développement, associée à son partenaire Universign vous propose de signer gratuitement vos documents par voie électronique avec valeur probante, conformément à la réglementation européenne eIDAS.

[En savoir plus...](#)

Retrouvez toute l'actualité de l'Association sur notre site internet www.adgcf.fr

La lettre d'information de l'ADGCF - Vous désabonner